Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

257 | Janvier-Mars 2012

Enjeux et moyens d'une foresterie paysanne contractualisée

Une évaluation économique de la foresterie communautaire

Bruno Ramamonjisoa et Zo Rabemananjara

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/6524>

DOI : 10.4000/com.6524

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2012

Pagination : 125-155

ISBN : 978-2-86781-789-2

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Bruno Ramamonjisoa et Zo Rabemananjara, « Une évaluation économique de la foresterie communautaire », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 257 | Janvier-Mars 2012, mis en ligne le 01 janvier 2015, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/6524> ; DOI : 10.4000/com.6524

Une évaluation économique de la foresterie communautaire

Bruno RAMAMONJISOA¹, Zo RABEMANANJARA²

I – Cadre théorique

L'évaluation de la gestion communautaire des ressources forestières constitue une problématique globale qui vise à comprendre comment se forment les politiques et pourquoi.

Les outils développés pour analyser les politiques publiques dans les pays du Nord se basent presque tous sur l'hypothèse que le comportement des agents se fonde uniquement sur une rationalité économique guidant leurs actions leur permettant d'agir stratégiquement mais aussi communicativement. Il faut cependant souligner que dans les pays en développement il y a un enchâssement de l'économie dans le social. L'individu, contrairement au comportement des agents économiques des pays du Nord, est muni à la fois d'une rationalité instrumentale³ et d'une rationalité sociale⁴ (Ramamonjisoa, 2005a).

1 Économiste Forestier, HDR, ESSA – Forêts, BP 175, Antananarivo 101, Madagascar ; mél : bs.ramamonjisoa@essa-forets.org

2 Ingénieur Forestier, ESSA – Forêts, BP 175, Antananarivo 101, Madagascar ; mél : zo.rabemananjara@essa-forets.org

3 Agir de façon rationnelle en finalité dans un contexte où « la fin et les moyens de l'action sont parfaitement séparés » et en ne faisant intervenir « aucune considération morale ou politique concernant la validité des moyens eux-mêmes » L'individu est ainsi doté d'une nouvelle disposition, celle de réfléchir avant toute pratique : cette dernière résulte d'une décision, c'est-à-dire d'un choix entre diverses solutions. La rationalité devient alors utilitariste : les désirs se portent sur des biens jugés utiles, y compris des biens communs. On exclut alors à la fois le désir de satisfaire le désir de l'autre et celui de désirer sa présence (communiquer avec lui). Un bien est un objet qu'on désire. L'objectif de l'individu est de disposer de biens qui lui apportent de la satisfaction. (Billaudot, 2004).

4 Les agents économiques n'évoluent plus uniquement sous les contraintes des systèmes de régulations institutionnelles ou économiques. Ils essaient d'user des pouvoirs conférés par leur

1 – Quatre types d'approches théoriques

Quatre types d'approches théoriques permettent d'aborder l'analyse de la problématique générale que nous venons d'évoquer : les théories de la régulation, des jeux, des institutions et de la mésoéconomie.

a – La théorie de la régulation

Elle définit quelques concepts génériques (forme institutionnelle, régime d'accumulation, régime de fonctionnement, mode de régulation) puis incitent l'utilisateur à décrire chaque société et son économie afin de repérer l'ensemble des régularités assurant une progression générale et relativement cohérente de l'accumulation du capital.

En Afrique, cette approche permet de faire des cadrages historiques mettant en relief les formes de l'accumulation économique, d'identifier les limites de chaque « régime d'accumulation » ou « régime de fonctionnement », et donc de prévoir leurs limites et leur entrée en crise. Elle n'est pas appropriée à notre problématique, mais focalisée sur la formulation et la mise en œuvre des Politiques Publiques liées à la Gestion des Ressources Naturelles.

b – La théorie des jeux

Elle formalise les échanges comme un jeu interactif où chaque acteur cherche à maximiser son gain. Dans de nombreux cas, avec le temps, la concurrence amène les joueurs à proposer des solutions coopératives afin de réduire les risques. Le formalisme de cette théorie la rend cependant peu utilisable pour analyser les nombreuses formes de concurrence observées en Afrique (CIRAD, 2001).

c – La théorie des institutions

Elle cherche à identifier toutes les formes de règles socialement admises ainsi que leur architecture. Le marché est vu comme un ensemble de règles devant « réguler » les comportements. Il peut s'agir de lois, de règlements publics, de règlements privés, de contrats, de jurisprudences, de conventions, d'ententes, de routines, de préceptes moraux, etc. Ces règles n'ont pas la même valeur ; certaines sont déterminantes par rapport à d'autres.

La théorie des institutions définit trois caractéristiques - types :

- Institutions « procédurales » ou « organiques » : procédurales s'il s'agit d'un mécanisme de coordination du type procédure, organiques pour les entités chargées de créer ou mettre en œuvre des mécanismes.

positionnement social pour monopoliser un marché, imposer des décisions ou s'imposer par rapport à des enjeux économiques, sociaux ou culturels.

- Institutions « régulatrices » ou « constitutives » : régulatrices quand elles orientent des comportements existants, constitutives si elles fondent un nouveau comportement ;

- Institutions « programmées » ou « spontanées » : il existe un accord explicite entre les acteurs dans le premier cas, et spontanées quand les institutions naissent sans qu'il y ait eu une intention.

Sur la base de ces caractéristiques types, la théorie peut alors définir une typologie (tabl. 1).

Mécanisme	Comportements	Interaction	Institutions
Institutions procédurales	Régulatrices	Spontanée	Routines
		Programmée	Conventions
	Constitutives	Spontanée	Marché
		Programmée	Contrats
Institutions organiques	Régulatrices	Spontanée	Communautés
		Programmée	Organisations
	Constitutives	Spontanée	Manifestations
		Programmée	Interprofessions

(Source : Waliser in : CIRAD, 2001)

Tableau 1 – Typologie des institutions

La théorie des institutions permet d'analyser la mise en œuvre de la Loi Gelose à Madagascar puisque cette stratégie vise à fonder un nouveau comportement vis-à-vis des ressources naturelles par un mécanisme de coordination du type procédure en suscitant un accord explicite entre les acteurs à partir de la démarche patrimoniale⁵. Cependant, la théorie elle-même évoque la persistance d'un comportement existant, du type procédural spontané, qui s'oppose de fait à cette institution à mettre en œuvre.

L'utilisation du cadre théorique des institutions pour l'évaluation de la Loi Gelose pose ainsi le problème du pouvoir des institutions régulatrices programmées (conventions, contrats, organisations, interprofession) sur celui des institutions spontanées (routines, marché, communauté, manifestations).

5 « les démarches patrimoniales ont la spécificité de commencer par la constitution d'une représentation commune à toutes les parties prenantes du système enjeu de la négociation et la définition d'un objectif commun à très long terme (de Montgolfier et Natali, 1987 ; Ollagnon, 1989 ; Weber et Bailly, 1993). Cet objectif commun étant défini, la négociation porte alors sur les chemins à suivre pour atteindre cet objectif et enfin les moyens à mettre en œuvre. Cette démarche se fait *via* l'intervention d'un médiateur « accoucheur » et caution de l'accord (Henry, 1987). Il s'agit d'établir un système de références commun à tous les acteurs : une « cité » (Boltanski et Thévenot, 1991). » (Vestalys *et al.*, 1998).

En d'autres termes, la mise en place d'une convention ne supprime pas la routine et l'élaboration d'un contrat ne contribue pas à faire disparaître un marché. Si dans les hypothèses de la théorie du choix rationnel l'homme est rationnel (Turner, 1991), seule l'application des institutions régulatrices peut contribuer au changement des comportements actuels jugés dégradants.

d – La méso-économie

Connue encore sous l'appellation « analyse des filières » (en français) ou « *global commodity chain analysis* » (en anglais), la mésoéconomie est définie comme la seule branche de l'économie ayant un :

échafaudage théorique qui s'attache à représenter le marché de manière concrète à l'échelle du sous-ensemble précis de l'économie qu'est chaque filière.

Elle rassemble les avantages de nombreuses théories alternatives notamment les différentes méthodes d'analyses des comportements (propre à la micro-économie) et le cadre comptable (propre à la macroéconomie) qui permet d'analyser le marché. La filière est l'ensemble des acteurs et des transactions relatives à un produit à ses différentes phases d'élaboration. (Raikes, Friis, Jensen et Ponte, 2000 ; Duteurtre, Koussou et Leteuil, 2000 ; Gereffi, Humphrey et Sturgeon, 2005 ; Potts, 2006).

La mésoéconomie confère la possibilité d'évaluer à la fois les relations qui existent entre les acteurs et celles qui concernent les institutions elles-mêmes.

2 – Cadre théorique utilisé

La théorie des institutions est le cadre d'analyse retenu. Elle permet de dire que même si une politique publique (qui constitue une règle formelle) change le comportement des agents économiques, cela ne veut pas dire que leurs anciens comportements disparaissent pour autant. Cette approche concentre l'analyse à la fois sur les institutions constitutives (règles formelles élaborées par les pouvoirs publics) mais aussi et surtout régulatrices (règles informelles élaborées par les acteurs et régissant leur relation sans passer forcément par le gouvernement).

Dans l'analyse de l'efficacité de la gestion locale sécurisée, il s'agit de voir si les normes constitutives ont assez de pouvoir pour s'imposer à celles régulatrices, d'observer si les normes modernes de gestion communautaire sont dotées de pouvoirs suffisants pour s'imposer aux pratiques habituelles. Puisqu'elle constitue un transfert de gestion des ressources naturelles, la gestion communautaire représente un transfert des affaires publiques d'un État à une communauté. Pour assurer l'efficacité d'une gestion communautaire

des ressources naturelles, il faut que les communautés puissent posséder les mêmes pouvoirs de coercition et assez d'autorité que l'État.

Il est donc indispensable que l'analyse de l'efficacité de la gestion locale soit centrée sur la comparaison du pouvoir lié aux normes formelles avec celui conféré par les règles informelles. Le pouvoir du gouvernement (et qui devrait donc être aussi celui des communautés) exige le déploiement d'une domination⁶ et d'une stratégie⁷, de manière à organiser judicieusement les relations humaines (Verdun, 2001). Comparer le pouvoir des normes formelles avec celui des normes informelles consistera à approfondir les observations au niveau des stratégies et des dominations présentes dans la gestion des ressources naturelles (dans le cas présent celle des forêts).

Pour cela, il est nécessaire d'identifier les acteurs participant à l'usage de la ressource à gérer. La mésoéconomie (*global commodity chain analysis*)⁸ est appropriée à l'analyse projetée, car elle offre les outils les plus efficaces pour étudier ces deux types de normes à la fois. Dans notre travail, la comparaison porte sur le volume monétaire global et sa redistribution au sein des acteurs.

II – Objectifs

Sur la base des hypothèses communes posées par le programme, notre étude filière a pour objectif de vérifier spécifiquement les hypothèses suivantes :

- les transferts de gestion communautaire ne résistent pas à des transactions d'origine externe sans renforcement du système local d'autonomisation financière ;
- faute d'alternatives valables, les contrats de gestion communautaire à vocation de conservation ne sont pas rentables économiquement ;
- les normes « négociées » sont réinterprétées par les acteurs ;
- la viabilité du transfert de gestion peut dépendre de la présence d'un projet (ponctuelle, permanente).

⁶ La domination suppose que le dominé ait intériorisé les ordres et les normes du dominant. Selon M. Weber et P. Bailly (1993), il y a trois types de dominations : *la domination rationnelle* (croyance en la légalité des ordonnances), *la domination traditionnelle* (croyance au caractère sacré des traditions), *la domination charismatique* (confiance en la personne d'un homme, à la force héroïque d'une personne).

⁷ Elle désigne un ensemble de calculs pour vaincre, une organisation de moyens autour d'un objectif. La stratégie suppose une évaluation des rapports de force, une détermination des moyens offensifs et défensifs, un art de la coercition, ainsi que la prise en compte de la ruse et de la tromperie.

⁸ *Commodity chains are described as "a set of inter-organizational networks clustered around one commodity or product," in which networks are situation-specific, socially constructed and locally integrated.*

L'approche consiste à observer le fonctionnement des activités économiques et sociales liées à la gestion des ressources forestières de façon à pouvoir récolter les données nécessaires pour :

- identifier les acteurs économiques et sociaux qui prennent une part importante dans le système de fonctionnement, formel et informel des activités ;
- analyser les fondements économiques ou sociaux qui justifient le rôle de chaque acteur ;
- analyser le système de création de valeur (économique) et sa redistribution à chaque niveau des acteurs.

Ces données permettent de définir le pouvoir réel des communautés ayant fait l'objet de transfert vis-à-vis d'autres acteurs intervenant dans les pratiques actuelles. Par elles, les hypothèses spécifiques ont non seulement pu être vérifiées, mais aussi l'importance des pratiques locales par rapport aux conventions collectives a pu être mise en évidence.

1 – Méthodologie globale

L'étude filière a identifié dans un premier temps l'ensemble des activités économiques et sociales (filières) qui s'exercent sur les ressources forestières ayant fait l'objet de transfert de gestion ou non. Ces activités ont été, ensuite, classées en fonction de leur importance en groupes :

- premier groupe : activités dont les flux d'échange ne vont pas au-delà du niveau local. Ces échanges peuvent être marchands ou non marchands et ne concernent la plupart du temps qu'un nombre limité d'acteurs ;

**Photo 1 – L'équipe internationale en action
(Cliché Ramamonjisoa, 2006)**

- deuxième groupe : activités dont les flux d'échange ne vont pas au-delà du régional mais concernant probablement des échanges marchands de faible importance ;

- Troisième groupe : activités dont les flux d'échanges vont au-delà du national et concernent un chiffre d'affaires et un nombre d'acteurs plus importants.

Pour ces trois groupes l'équipe a collecté systématiquement les données nécessaires pour :

- décrire l'organisation des filières, l'ensemble des activités et des acteurs de chaque filière, les normes formelles ou informelles utilisées ;

- décrire l'économie des chaînes, c'est-à-dire les structures comptables des prix, les marges et les coûts ;

- décrire la sociologie des chaînes, c'est-à-dire les acteurs et les justifications sociales ou économiques de leur comportement dans les filières.

2 – Collecte des données

La collecte des données a été réalisée au cours de deux missions :

- une première collecte lors de la mission de reconnaissance du 7 au 13 mai 2006. Elle a opéré essentiellement par interviews informelles auprès de responsables d'organisations à Toliara et sur les sites, et auprès des paysans. Cette mission s'est attaché à :

- *identifier, pour chaque site (de préférence « gélosé » et « non gélosé ») visité, les activités existantes et leur envergure géographique permettant de les classer dans les groupes mentionnés précédemment ;

- *pré-identifier les filières les plus importantes et les acteurs, de façon à planifier le temps et le lieu de la seconde collecte d'informations, collecter les informations (dont bibliographiques) sur les sites et les activités.

- Une seconde mission, du 6 au 16 juillet 2006, dans les zones de Sakaraha, Ankazoabo, Tolikisy, Ankikiky, auprès des marchands de charbon de Befoly (sur la route nationale) et de bois à Toliara, et auprès des collecteurs de produits agricoles à Toliara. Cette deuxième mission a consisté à récolter les données nécessaires pour décrire l'organisation des filières, l'économie ainsi que la sociologie des chaînes.

Les filières présentes sur chaque site ont fait l'objet d'investigations. Si la filière « maïs » concerne tous les sites prévus dans le cadre de la recherche, le défrichement lié à cette culture n'existe que dans la zone forestière située au Sud-Est d'Andranovory et dans la zone d'Ankazoabo. La filière bois concerne tout particulièrement la zone d'Ankazoabo. Les données nécessaires à l'étude

de la filière bois de chauffe, enfin, ont été récoltées surtout sur les mêmes zones que celles du défrichement.

Ces données permettent de définir le volume monétaire global créé par les activités agricoles et de production, et la façon dont celui-ci est redistribué au sein des différents acteurs. Elles précisent l'importance de l'enjeu monétaire dans le cadre du transfert. La comparaison entre le volume monétaire et les qualités de la redistribution permet de définir le pouvoir économique donné à la gestion locale par les communautés.

III – Résultats

1 – Le défrichement reste la principale source de la dégradation forestière à Madagascar

Il est nécessaire de rappeler que les forêts naturelles⁹ couvraient plus de 18 % du territoire national en 1990, dont près de 3 % dans les aires protégées, 16,5 % en 2000 et 15,7 % en 2005 (Madagascar. Ministère de l'Environnement et des Eaux et Forêts, 2007). Ces ressources, qui sont généralement situées sur des sites inaccessibles des bassins versants, se dégradent à un rythme de 0,9 % par an et touchent les aires protégées. La dégradation directe est consensuelle, attribuée à l'importance des défrichements pour la culture de riz mais aussi de maïs. La possibilité accordée par la Loi 60-127¹⁰ relative au défrichement pour des cultures et une double incitation des dirigeants (« production à outrance », « la terre appartiendra à celle ou celui qui la valorise »), aux débuts des années 1980, ont contribué à aggraver ce phénomène provoquant un peu partout des migrations de populations. La dégradation a aussi d'autres sources directes, comme l'exploitation minière, ou moins perceptibles et plus latentes comme l'extraction de produits forestiers - bois et non bois.

Depuis plusieurs années les statistiques sur les défrichements ne sont plus disponibles. Cependant, en l'absence de chiffres officiels, la pratique continue. L'évaluation du transfert de gestion en 2003 (Resolve – PCP - IRD, 2004) reconnaît qu'...

il est fort improbable qu'en l'absence d'alternatives économiques réalistes, une interdiction soit suffisante pour faire disparaître le défrichement en tant que tel. Une interdiction seule et sans accompagnement va logiquement avoir pour effet de « déplacer le problème » ailleurs.

⁹ Puisque les gestions communautaires ont été majoritairement concentrées dans ces ressources.

¹⁰ Cette Loi reste valable, puisque non abrogée.

La même évaluation signale l'impuissance de la Loi Gelose à enrayer la dégradation des ressources forestières par le défrichement en précisant que :

d'autre part, considérant toutes les tentatives mises en place à Madagascar pour essayer de faire disparaître les *tavy* ou autres pratiques voisines, tentatives qui n'ont jusque là pas fourni de résultats spectaculaires, il serait irréaliste de considérer que le transfert de gestion puisse y parvenir. (Resolve – PCP - IRD, 2004).

2 – Des chiffres contradictoires sur le nombre de contrats de gestion montrant la désorganisation de la mise en œuvre de la stratégie

Selon SAGE, vers la fin de l'année 2002, 251 contrats de transfert de gestion Gelose ont été recensés (tabl. 2), dont 28 % officialisées, 19 % signés et plus de 52 % en cours d'élaboration.

Selon Resolve - CIRAD (2007) le nombre de contrats a été évalué à 453 à la fin de 2003 :

ces données, rassemblées non sans difficulté, restent incomplètes en ce sens que tous les transferts recensés n'ont pas les mêmes descriptifs.

Ces chiffres donnent une idée de la désorganisation dans la mise en œuvre des contrats de gestion communautaire.

	2002	2003	2004		
PROVINCE	Transferts de gestion officialisés	Transferts de gestion signés	Transferts de gestion en cours	Total par Province	Nombre de Transferts de Gestion
Antananarivo	14	9	23	46	47
Antsiranana	9	19	13	41	56
Mahajanga	19	2	25	46	85
Toamasina	3	13	30	46	116
Fianarantsoa	6	2	32	40	59
Toliara	20	11	9	40	90
Total	71	48	132	251	453

(Source : SAGE, 2003 ; Resolve - CIRAD, 2007)

Tableau 2 – Situation des contrats de transfert de gestion à la fin des années 2002, 2003 et 2004

Les transferts de gestion concernent :

- à 70 % des forêts dont les superficies moyennes varient entre 150 et 8000 ha ;
- à 15 % des ressources halieutiques continentales (superficies moyennes entre 800 et 3 000 ha) ;
- à 5 % des ressources halieutiques marines ;

- à 3 % des pâturages (superficies moyennes entre 1 000 et 10 000 ha)
- à 7 %, autres forêts et ressources (les mangroves ou les ressources marines y compris les récifs et îlots de superficie moyenne comprise entre 250 et 8 000 ha)

Les contrats concernent soit la Conservation ou le Droit d’usage - Exploitation - Valorisation.

Types de ressources	Nombre de Contrats de Transfert de gestion	%
Forêt	309	70
Forêt + Halieutique continentale	6	1
Forêt + Halieutique marine	21	5
Forêt + Pâturage	3	1
Halieutique continentale	65	15
Halieutique marine	24	5
Pâturage	12	3
Total	440	100

(Source : Resolve - CIRAD, 2007)

**Tableau 3 – Situation des contrats de transfert de gestion (Loi Gelose)
par types de ressources**

3 – La filière maïs : une pratique locale beaucoup plus lucrative que la gestion communautaire

a – De filière organisée en famille au départ, la maïsiculture est devenue une activité économique part entière.

Le défrichement est la première étape de l’installation de la maïsiculture. L’abattage a lieu entre mars et septembre en laissant les grands arbres pour la fabrication du charbon de bois ou tout simplement comme de point de repère pour le propriétaire.

Réservé à l’homme, le défrichement coûte entre 10 000 Ariary (A) (5 €/ha¹¹) et 14 000 A l’hectare (7 €/ha). Il est de 14 000 A l’hectare si le propriétaire n’assure ni l’eau ni le repas, de 12 000 A (6 €/ha) l’hectare si le propriétaire n’assure que le repas et de 10 000 A (5 €/ha) l’hectare si le propriétaire assure à la fois l’eau et le repas. La différence de 4 000 A (2 €/ha) ne pallie pas les difficultés du transport de l’eau et de la nourriture ; elle cache en fait une sélection implicite des travailleurs basée sur ses relations sociales ou non avec le propriétaire. Le défrichement dure entre 5 et 7 jours.

¹¹ Taux de change : 1€ : 2 000 Ariary (A).

Un front de défrichement est toujours réservé pour un exploitant. Chaque défricheur connaît et respecte les blocs de forêt appropriés (Maison des Paysans, 2005). Le brûlage de la végétation abattue se fait le plus souvent en octobre, de préférence le jour, entre 14 et 15 heures 30 minutes selon la coutume. Le brûlis ne dure qu'une heure pour les *tetike* de 5 ha.

L'exploitant commence à semer des graines de pastèque¹² dont il pourra manger (après cuisson) les fruits en janvier. La culture de ces graines révèle à la fois un marquage territorial des fronts de défrichement et une alternative à la période de la soudure.

Le semis du maïs se fait en poquet plus ou moins profond (6 à 7 cm) entre octobre et décembre. Quelques grands exploitants font durer le semis jusqu'en janvier. Le travail est souvent réservé à l'homme car il est dur de creuser, surtout dans les sols pierreux. Le coût du semis pour un hectare varie entre 2 500 A (1,25 €) à 3 000 A (1,5 €). Le semis d'un hectare peut être achevé en deux ou trois jours dans les parcelles pierreuses.

La durée de la récolte d'un hectare¹³ pour un couple est d'une semaine, et de 10 jours environ pour un homme seul. Habituellement, un propriétaire de parcelle ne recrute pas de salarié agricole, sauf en cas d'insuffisance de la main-d'œuvre familiale. Dans de tels cas il doit payer l'ouvrier 8 000 A (4 €) l'hectare.

Le rendement du maïs peut atteindre entre 6 et 10 charrettes par parcelle la première année¹⁴, 10 à 16 charrettes la deuxième année¹⁵ et 5 à 9 charrettes la dernière année.

b – à laquelle s'est adapté une organisation spontanée migrants-autochtones basée sur les mêmes pratiques qu'avant l'ère Gelose

Le statut foncier sur les terrains défrichés est, selon les entretiens effectués, celui traditionnel conféré par le droit de la hache et le droit du feu (Ramamonjisoa, 2005b). Le propriétaire du terrain est celui qui a défriché et mis le feu sur la parcelle. Certains migrants mahafaly sont devenus «propriétaires» d'une grande partie de la forêt depuis une trentaine d'années. La migration est permanente, alimentée par la situation de famine dans les régions de départ, et l'intégration des familles nouvellement arrivées est facilitée au sein de la communauté.

¹² *vihinja* ou *tandrifim-bazavo* ou *voa zavo*.

¹³ Travail effectué : cueillette des épis secs et transport du maïs au grenier.

¹⁴ Appelé en langage local : *tetibao*.

¹⁵ Appelé en langage local : *silabao*.

Avec l'importance de la migration, un système traditionnel d'accès à la terre a été mis en place. Ce système est basé sur la reconnaissance de l'autorité des *olobe* en charge de l'attribution des terrains aux nouveaux venus. L'accès autorisé par les *olobe* est matérialisé par la pose de pierres pour délimiter les parcelles.

La présence des autochtones dans les zones forestières est assez récente, de moins de 4 ans selon les paysans enquêtés. Ces autochtones ont tardé à suivre le système de défrichement car d'une part, les contrats Gelose signés les engageaient plus particulièrement et, d'autre part, leurs exploitations agricoles sur décrue pouvaient leur permettre encore de ne pas attaquer les forêts.

L'organisation locale spontanée qui se met en place répartit les exploitations familiales de façon à les rapprocher les unes des autres. Elle rend possible les unions entre les migrants et les autochtones.

Le métayage existe dans la zone de défrichement. Le contrat de métayage le plus utilisé est celui de la location et de la cession de la moitié de la production au propriétaire. Le métayage est cependant limité car si habituellement les propriétaires possèdent entre 3 et 5 ha, ils n'en louent jamais la totalité mais au maximum 2 ha.

Le système d'attribution des terres forestières par les *olobe* et l'existence du métayage confirment que les mêmes usages des forêts domaniales sont restés les mêmes malgré la mise en œuvre des contrats Gelose dans cette zone.

c – Une pratique génératrice de revenus et de produits alimentaires, mais dégradante de la ressource forestière

La filière locale aboutissant à la vente au marché auprès des collecteurs fait intervenir un minimum d'acteurs. En effet, souvent, le producteur lui-même achemine son produit au niveau du marché local (Andranonala) et s'attribue, en plus des 55 % du chiffre d'affaires comme marge de production, 16 % de marge de commercialisation. Si le producteur est aussi le propriétaire de la charrette la marge totale qu'il s'attribue pour un kilogramme de maïs serait de 81 % du chiffre d'affaires.

	prix A/ kg	%
Prix de vente marché	270	100
Marge commercialisation	43	16
Coût de commercialisation	7	3
Prix rendu marché	227	84
Coût du transport	27	10
Prix bord de route	200	74
Coût de production	52	19
Marge de production	148	55

Tableau 4 – Importance des coûts et marges (A/kg) dans la filière locale de maïs

Pour un hectare de forêt défriché, en tenant compte du fait que la moitié de la production est autoconsommée et le reste vendu, un défricheur pourrait générer un bénéfice total de 1 683 988 A/ha (842 €/ha). Ces valeurs sont bien au-dessus de l'évaluation effectuée par la Banque Mondiale et l'Agence Française pour le Développement (Carret et Loyer, 2003). Ces derniers estiment un coût d'opportunité de 60 €/ha¹⁶ à partir du défrichement pour la production de riz. Or, la persistance de la pratique n'est pas seulement à attribuer à des incitations monétaires. En effet, la plus grande partie des migrants viennent des régions de Beahitse, Betioky, Ejeda, Ampanihy et Ambovombe où la famine persiste. Le défrichement est donc aussi effectué dans le but de pallier le déficit alimentaire des migrants, ce qui justifie une consommation de la moitié de ce qui est produit.

La rentabilité de la pratique est totale mais elle se traduit par une déforestation extrêmement rapide. En effet, après une exploitation de 3 ans et avec les réalités du climat, la repousse de la végétation est très difficile. Depuis 15 à 20 ans les défrichements localisés à Andranovory se sont progressivement déplacés vers la zone d' Ankikiky, située à plus de 20 km (à vol d'oiseau) de la route nationale.

d – Une pratique viabilisée par les demandes nationale et internationale

Entre 2000 et 2005, plus de 56 000 t de produits agricoles ont été exportées à partir de la région du Sud-Ouest. Le pois du Cap est la spéculation la plus

¹⁶ Selon ces auteurs, le coût d'opportunité est pour l'essentiel constitué des revenus perdus de l'agriculture sur brûlis et de la récolte non durable de bois de feu (ce qui est incomplet car les populations paysannes utilisent une très grande quantité de bois pour la construction qui n'est pas prise en compte ici). L'estimation se base sur un revenu net de la terre forestière cultivée en tavy (prix au producteur moins le coût du travail), à 0,5 tonne/ha/an de paddy, soit le tiers du rendement de la terre forestière cultivée en tavy qui est de 1,5 tonne/ha pendant trois ans. Avec un prix actuel au producteur de 160 US\$/tonne, la rente agricole de la terre forestière cultivée en tavy est de 80 US\$/hectare/par an.

exportée au cours des 5 dernières années, avec plus de 25 000 t représentant 45 % de l'exportation totale ; viennent ensuite le maïs avec 9 200 t (17 % de l'exportation totale) et la fibre de coton avec 7 300 t (13 %).

L'ensemble des exportations de produits agricoles est en déclin car la quasi-totalité des produits exportés a diminué, passant de 15 465 t en 2000 à seulement 5 548 t en 2005.

Les causes de cette diminution apparaissent essentiellement liées aux problèmes économiques malgaches. D'après les exportateurs interviewés la diminution du pouvoir d'achat des ménages de la région a contribué à freiner l'importation de biens et services. Les bateaux, assez nombreux en provenance des îles voisines, se sont raréfiés et la disponibilité du transport est ainsi devenue trop irrégulière pour pouvoir honorer à temps des commandes extérieures.

En plus de la disponibilité du transport maritime, le maïs a été victime de la concurrence rude sur le marché international. En effet, selon les mêmes exportateurs le maïs argentin arrive à l'île Maurice à un prix de 230 A/kg (0,115 €/kg) alors que les collecteurs sont déjà obligés d'acheter le maïs à la collecte à un prix de 250 A/kg (0,125 €/kg) en début de campagne et même à 350 A /kg (0,175 €/kg) en fin de campagne.

Avec le traitement nécessaire (tamisage, conditionnement, stockage à Tuléar) et les frais de mise à prix FOB le maïs malgache n'est plus compétitif sur le marché régional et cela explique la diminution de la quantité exportée depuis 2000.

Cependant, la demande en provenance d'Antsirabe, Toamasina, Antananarivo et Fianarantsoa a augmenté entre temps et absorbe une quantité importante évaluée par les collecteurs autour de 7 000 t par an. Sur cette quantité entre 4 000 et 5 000 t sont collectées dans la zone d'Andranovory, dont le maïs est recherché pour sa bonne qualité (calibrage et humidité) et la disponibilité de sa production, toujours en avance de 2 semaines par rapport aux autres zones.

Produits	Quantité	2000	2001	2002	2003	2004	2005	Pays destinataires
Pois du Cap	T	3 589	6 149	4 433	2 575	4 347	4 405	Réunion, Espagne, Maurice, France, Felixstone, Italie, Royaume-Uni, Amérique, Mayotte, Portugal, Canada, Durban (Afrique du Sud)
Maïs	T	2 840	2 380	3 200	330	536	—	Maurice, Mayotte, Seychelles, Réunion
Arachide	T	678	659	323	306	335	23	Maurice, Réunion
Haricot	T	977	619	798	237	477	454	Maurice, Réunion, Afrique du Sud, Canada
Manioc	T	12	12	12	18	—	12	Maurice, Réunion
Oignon	T	89	41	130	60	—	—	Maurice, Réunion
Lentilles	T	6	21	—	—	—	—	Réunion
Coton (Fibre)	T	2 114	1 025	634	1 888	1 571	122	Portugal, Italie, Afrique du sud, France, Belgique
Coton (Tourteaux)	T	4 889	330	56	—	—	—	Maurice, Réunion, Italie, Mayotte
Coton (Graine)		—	—	326	499	—	—	Réunion
Pervenche (Racine)	T	271	72	371	78	206	532	France

(Source : SRSAP/DRDR.62, 2006)

Tableau 5 - Exportation de produits agricoles dans la région de Toliara entre 2000 et 2005

Figure 1 – Importance relative de l'exportation de produits agricole entre 2000 et 2005 à Toliara

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	moyenne
Riz	35 890	35 150	43 540	64 800	62 290	77 800	53 245
Pois du Cap	4 635	4 635	4 290	4 650	4 950	5 290	4 742
Maïs	4 850	12 300	13 230	12 870	13 720	16 650	12 270
Arachide	2 370	3 270	3 360	3 290	3 550	3 840	3 280
Manioc	36 070	86 230	91 540	77 700	88 050	102 170	80 293
Total	83 815	141 585	155 960	163 310	172 560	205 750	153 830

Tableau 6 – Évolution de la production agricole (en tonnes) dans la région de Toliara entre 2000 et 2005

La production de maïs constitue 8% de la production agricole totale de la région Sud Ouest, avec une moyenne de 12 270 t pendant les 5 dernières années (tabl. 6). Cette production est, pourtant, en augmentation puisqu'elle est passée de 4 800 t en 2000 à 16 650 t en 2005.

Le chiffre d'affaires annuel de la filière maïs (tabl. 7) a été évalué à 4,87 milliards A (2 435 000 €) dont un peu plus de la moitié restant en zone locale et ne faisant pas l'objet de transaction commerciale.

	En milliards d'Ariary/an	En millions de €/an	%
Chiffre d'affaires total maïsiculture	4,87	2,435	100,0
* Producteurs de maïs sur défrichement dont :	2,45	1,225	50,3
- producteurs propriétaires	1,60	0,800	32,9
- main-d'œuvre	0,56	0,280	11,5
- transporteurs par charrette	0,29	0,145	6,0
* sous collecteurs	0,47	0,235	9,7
* transporteurs (camionneurs)	0,54	0,270	11,1
* collecteurs commerçants	1,41	0,705	29,0

Tableau 7 – Redistribution des chiffres d'affaires par acteur concerné dans la filière « Maïs », sur défrichement

La pratique sur brûlis contribue à la production de 60 à 70 % de la récolte totale de maïs dans la région de Toliara selon les collecteurs. Les producteurs - propriétaires de terrain, avec plus de 32,9 % du chiffre d'affaires total, sont les acteurs dominants de la pratique. Viennent ensuite les collecteurs commerçants (29 %), la main-d'œuvre (11,5%) et les transporteurs (11,1 %). Quand les collectivités décentralisées arrivent à assurer le prélèvement des ristournes (12 A/kg) elles participent à la pratique en donnant une caution légale avec les récépissés que les transporteurs produisent au niveau des barrières de contrôle.

La pratique du défrichement de maïs fait donc intervenir un certain nombre d'acteurs externe à la communauté. Si la communauté adhère à la Loi Gelose, ses membres ne peuvent donc plus pratiquer de défrichement. En l'absence d'incitation monétaire, ces communautés gestionnaires ne pourront avoir aucun pouvoir de coercition vis-à-vis des migrants défricheurs et des autres acteurs externes (collecteurs, camionneurs).

e - Les règles locales et la Loi Gelose ne peuvent pas résister aux pratiques des acteurs externes

La rentabilité de l'activité de défrichement, la possibilité d'occupation de nouveaux espaces « agricoles » et l'incapacité des règles locales à empêcher la venue d'acteurs externes ont favorisé, depuis les six dernières années, la migration vers les zones forestières notamment celles qui sont proches de Tolikisy, Ankikiky et Andalakazo, situés à l'Est d'Andranovory sur la RN 7.

Les communautés locales ont essayé d'empêcher la venue de ces migrants en demandant l'appui de l'administration forestière. Cependant, sous la menace physique des acteurs externes et déçus par la réponse négative de l'administration forestière, ils ont décidé également de pratiquer la culture sur brûlis sur une ressource pour laquelle ils se sont pourtant engagés contractuellement à interdire le défrichement. D'autres facteurs comme la diminution de la fertilité des sols de *baiboho* et la pression démographique ont aussi poussé à cette prise de décision.

La culture sur brûlis est organisée de la même façon que celle des migrants avec le nettoyage des parcelles en août, la mise à brûlis en octobre, la culture en novembre et la récolte en avril. Avec une surface moyenne individuelle de 5 ha et plus d'un millier de producteurs, le défrichement de la ressource forestière dans la région située à l'Est d'Andranovory continue d'une façon irréversible puisqu'aucune possibilité de retour n'est envisageable quand les défricheurs constatent la présence de jeunes pousses de *boka*.

Photo 2 – Marché de maïs conditionné en sacs à Andranonala
(Cliché Ramamonjisoa, 2006)

Photo 3 – Marché de maïs en vrac d'Andranonala
(Cliché Ramamonjisoa, 2006)

Les études de cas dans la zone d'Ankikiky et de Tolikisy soulignent que le transfert de gestion reste superficiel, malgré la signature de contrats. Les autochtones y adhèrent surtout pour des intérêts fonciers tandis que les migrants (devenus majoritaires dans la zone) ne le souhaitent pas du tout. Devant le constat d'échec, la solution adoptée par l'administration a été de favoriser l'arrangement local. Or, ce système a généré tellement de conflits entre migrants et autochtones sur l'opportunité ou non du défrichement que finalement le système d'arrangement n'a fait que pérenniser les pratiques anciennes.

4 – Une production de bois d’œuvre et de services limitée dans sa mise en marché

Plus d’une dizaine de zones de production de bois d’œuvre ont été recensées dans la région de Toliary en 2001. Il s’agit d’Ambinany, d’Analamisampy, d’Ankazoabo, d’Ankililaoka, de Befandriana Sud, de Betioky, d’Ihazoroa, d’Ihera, de Maromiandra, de Sakaraha, de Tandrana, de Tulear, de Vineta, de Belasy, d’Ampanihy, d’Ankilivato, de Tsimafana, de Tsarahotana, de Manja, d’Andranofasy Beroboka et d’Amboronabo. Elles approvisionnent 9 zones de mise en marché (Toliary, Antananarivo, Ambositra, Fianarantsoa, Toamasina, Morondava, Sakaraha, Ankililoaka et le marché extérieur) à raison d’environ 500 m³ par mois. Ces flux se concentrent entre avril et décembre de chaque année.

Cependant, en juillet 2006, nos observations ont montré que les zones de production de bois étaient devenues très restreintes. Le bois ordinaire et les palissandres viennent principalement d’Ankazoabo (83,7 %), de Bekily Nord (1,5 %), de Maromiandra (5,9 %), du Sud du Faritany (4,4 %) de Toliara 2 (1,5 %). Ils sont fournis par 2 exploitants qui possèdent des permis arrivant à expiration, et probablement en cours d’évacuation de stock. Le pin et l’eucalyptus, qui commencent à abonder le marché de Toliary, proviennent essentiellement d’Ambositra (1,5 %) et de Fianarantsoa (20,6 %). La planche de 0,18 x 0,03 x 4 m est vendue à une moyenne de 20 750 A (10,37 €) sur le marché de Toliara (18 100 A/planche pour l’*arofy*, 17 000 A/planche pour le pin et 22 000 A/planche pour le palissandre, ce dernier étant très rare). Une longrine de 0,35 x 0,35 x (2 à 4) m en palissandre est vendue à 107 850 A. Un madrier de 0,185 x 0,075 x 4 m en *arofy* ou en *karabo* est vendu à 62 000 A.

La récolte sous forme de tiges de bois se fait généralement au mois de mai de chaque année, période où les bûcherons prélèvent en moyenne 5 tiges par jour, pouvant atteindre un maximum de 10 tiges par jour. Les tiges prélevées sont utilisées par les bûcherons eux-mêmes, ou vendues.

En 2001 (Ramamonjisoa et Ramananarivo, 2001), l’étude des filières dans la région de Toliara a permis d’identifier 8 acteurs au niveau des chaînes. Les enquêtes menées en 2006 n’ont recensé que 4 acteurs car les activités d’exploitation ont diminué à cause du passage de la cession du permis de gré à gré à celui de l’adjudication. Ces acteurs sont respectivement :

* *L’exploitant* : villageois ou professionnel, il établit un contrat de collecte avec les paysans locaux et n’embauche pas de chef de chantier. Il fournit tout le matériel nécessaire pour l’exploitation. Il exerce l’activité entre avril et décembre de chaque année.

* *Le transporteur* : camionneur ou chauffeur salarié, il peut évacuer en moyenne 7 m³ de bois. Il n'est pas à proprement parler spécialisé dans le transport car il le fait d'une façon épisodique entre avril et décembre. Tous les frais de transport sont pris en charge par les exploitants ou les paysans - bûcherons. Le débardage se fait le plus souvent à dos d'homme. L'approvisionnement de Toliara se fait toutes les 2 semaines. Le camion peut transporter 90 madriers de bois de palissandre ou d'*arofy*.

* *Le commerçant* : spécialisé, il ne représente qu'un peu plus de la moitié des commerçants. Il possède souvent un seul point de vente et revend dans la plupart des cas sur le marché local. Il a généralement un stock peu important, de moins d'un mois de vente, et achète auprès d'un seul fournisseur habituel d'une façon saisonnière entre avril et décembre de chaque année. Il est souvent à la fois grossiste et détaillant.

* *L'artisan* : est quant à lui celui qui utilise moins de 10 employés, dans un atelier d'une surface de moins de 50 m² ; 33 % des artisans effectuent un usinage complet, 11 % un usinage partiel et 22 % un usinage sommaire. Ils sont assez bien équipés en matériel puisque 44 % possèdent un matériel d'extraction chimique, une toupie, une raboteuse - dégauchisseuse et du matériel de manutention ; 56 % possèdent un outillage manuel et des appareils électriques ; 56 % d'entre eux transforment des produits bruts ou transformés, 11 % seulement des produits bruts et 22 % seulement des produits transformés.

par m ³	Palissandre	%	Bois ordinaire	%
Prix bord de route	12 245	4,4	6 122	5,3
Coût du transport	40 809	14,6	40 809	35,3
Coût du déchargement	978	0,3	978	0,8
Prix rendu dépôt des exploitants	54 032	19,3	47 909	41,5
Marge brute commercialisation	226 253	80,7	67 586	58,5
Prix de vente sur le marché après un 2 ^e débitage	280 285	100,0	115 495	100,0

Tableau 8 – Répartition des coûts et marges dans les filières bois d'œuvre de Toliara en Ariary/m³

Le chiffre d'affaires annuel de la filière bois dans la région de Toliara est de 73,49 millions A/an (36 475 €). Sur ce total, les producteurs (bûcherons - tacherons et/ou villageois) s'adjugent 3,6 millions A (1 800 €) par an, les transporteurs 20,4 millions A (10 200 €), les dockers, qui font le déchargement, 0,49 million A (245 €) et les commerçants, plus de 49 millions A (24 500 €).

Les exploitants prélèvent, en fait, leur bénéfice dans la rubrique des commerçants ou des producteurs car il s'agit souvent de marchands de bois, artisans industriels ou même exportateurs qui exercent une activité d'intégration verticale. Ainsi, les bûcherons ne touchent en fait que près de 1,8 million A sur les 3,6 millions A du chiffre d'affaires du secteur production. Le reste est constitué par le bénéfice de l'exploitant, qui ne paie pas non plus de ristourne.

La production de bois se fait pendant toute l'année. Mais l'état des routes ne permet aucune évacuation entre novembre et mars. Toutes les espèces exploitables : les fûts de grande dimension, permettant de produire des planches¹⁷ et des madriers¹⁸, sont notamment récoltés et sont tirés l'*arofy*, du *karabo*, du *mendoravo*, du *manary* et du *katrafay*. En période de pluie, les bûcherons locaux quittent l'exploitation pour cultiver du riz et sont remplacés par des contractants provenant des Hauts Plateaux (Betsileo de la zone de Fianarantsoa, de Mahasoabe ou d'Ambohimahasoa, etc.). Chaque équipe constituée de 3 bûcherons peut produire une vingtaine de madriers par jour et ils sont payés à raison de 3 000 A par madrier ou 1 500 A par planche. La production annuelle d'une équipe de bûcherons ne peut pas excéder 1 200 madriers puisque cette catégorie ne travaille que 3 mois dans l'année.

Il faut faire remarquer que le bois prélevé en forêt n'est pas toujours acheminé à Toliara. Une grande partie du bois récolté en forêt par les paysans puis transporté en charrette est soit utilisé pour leurs propres constructions (maison, meuble), soit vendu auprès du menuisier d'Ankazoabo.

**Photo 4 – Transport du bois par charrette vers Ankazoabo
(Cliché Ramamonjisoa, 2006)**

¹⁷ Planche de dimension 3 x 9 cm.

¹⁸ Madrier de dimension 9 x 18 cm.

**Photo 5 – Construction de pièces de charrue à bœuf
(Cliché Ramamonjisoa, 2006)**

5 – La filière charbon : une activité économique indissociable de la maïsiculture

Le charbon de bois vendu à Befoly est produit dans la zone de défrichement d' Ampamata (à 3 heures de charrette du lieu de commercialisation), d'Ankikiky (à 4 heures de marche vers le Sud-Est, à l'amont de Onilahy), d'Andalakazo (est de Befoly à 4 heures de marche). Dans ces zones forestières il semblerait que le gros bois existe en abondance. Les bois de *hazomena*, *hazofotsy*, *katrafay*, *anadroy*, *hazondranaty*, *fatra*, *anadroy* sont les plus utilisés pour la carbonisation. Entre 10 et 20 charrettes de charbon par jour approvisionnent ce marché et au moins 2 camions par jour en achètent les produits pour les acheminer à Toliara.

Le charbon de bois est acheté à un prix global de 15 000 A par charrette (quantité correspondant à 4 grands sacs de 30 kg ou 6 petits sacs de 20 kg) soit 125 A/kg (0,062 €/kg) ou 3 750 A/grand sac ou 2 500 A/petit sac. Le charbon de bois est ensuite revendu à 5 000 A/grand sac ou à 3 000 A/petit sac à des camionneurs qui vont les acheminer à Toliara ou à Ilakaka.

Il existe une pénurie importante de charbon de bois entre les mois de mai et de juillet car les producteurs sont occupés par la collecte de maïs. Les producteurs de charbon sont en fait des migrants mahafale, devenus charbonniers temporaires. Par contre en période de soudure (octobre et novembre), la production de charbon de bois est maximale et il existe en abondance le marché.

Les 24 revendeurs recensés à Befoly peuvent écouler en moyenne 6 charrettes de charbon de bois par mois. Le volume total mis en marché atteint 17 t par mois dans cette zone, soit un chiffre d'affaires annuel de 1,042 milliard

A (521 210 €). Sur ce total, les charbonniers - défricheurs s'adjugent 70 %, correspondant à 725 millions A/an (362 500 €/an), les commerçants en bord de route 29,3 % correspondant à 311 millions A/an (155 500 €/an), la commune 0,14 % correspondant à 1,4 million A/an, le *fokontany* 0,07 % correspondant à 720 000 A/an, et le service des Eaux et Forêts 0,42 % correspondant à 4,3 millions A/an (2 150 €/an).

Le charbon de bois vendu à Andalanabo est produit, quant à lui, dans la zone située en amont direct du fleuve Onilahy : à Ankikiky et Andalakazo : 20 km, à Vatolatsaka (20 km), à Fierenana. La quantité de charbon acheminée par jour à Andalanabo varie entre 2 et 3 charrettes sauf les samedis où elle atteint entre 10 et 20 charrettes. Les bois de *sakoa*, *tsingilofilo*, *peha*, *tsinefy*, sont les plus utilisés pour la carbonisation. Le charbon de bois est acheté à un prix identique à celui du marché de Befoly. Le contenu d'une charrette coûte 15 000 A¹⁹, soit 125 A/kg (0,062 €/kg), 3 750 A/ grand sac ou 2 500 A/petit sac. Le charbon est ensuite revendu à 5 000 A/grand sac ou à 3000 A/petit sac à des camionneurs qui vont les acheminer à Ilakaka.

Comme pour le marché de Befoly, il existe également une pénurie importante de charbon durant les mois de mai à juillet car les producteurs sont occupés par la collecte de maïs.

Chaque revendeur, dont le nombre recensé est de 30 à Andalanabo, peut écouler 2 à 3 charrettes de charbon par jour. Le volume total acheminé principalement vers Ilakaka a donc été estimé à 171,6 tonnes représentant une valeur totale de 858 millions A.

Sur ce chiffre d'affaires les charbonniers défricheurs s'adjugent 70 %, correspondant à 600 millions A (300 000 €), les commerçants en bord de route 29,3 % correspondant à 250 millions A (125 000 €), la commune 0,21 % correspondant à 1,8 million A, le *fokontany* 0,1 % correspondant à 900 000 A/an et le service des Eaux et Forêts 0,63 % correspondant à 5,4 millions A/an (2 700 €/an).

6 – La filière bois de chauffe : la filière la moins dégradante mais qui ne concerne pas la gestion communautaire

Le bois de chauffe vendu à Ankiliberengy vient en quasi-totalité des zones situées de part et d'autre de la route nationale 7 jusqu'à Ambohimahavelona (au sud), et à Behompy (au Nord). Le village a été fondé vers le début des années 1960, et est lié à la construction de la RN 7.

¹⁹ La contenance en charbon est la même que pour les charrettes de Befoly.

Les paysans du village doivent marcher de 3 à 4 heures par jour pour récolter un paquet de bois de chauffe, soit 10 tiges de dimension moyenne (7-10 cm). Les essences les plus récoltées sont le *ambilazo* et le *hazomena*. Le coût de production est donc essentiellement physique puisque chaque vendeur récolte son propre bois.

Le bois de chauffe est revendu en bord de route à raison de 150 A/tige de grosse dimension et 50 A/tige pour les plus petites. Le bois est acheminé ensuite sur Toliara. Le village vend près de 3 000 tiges par jour, soit un chiffre d'affaires mensuel de 9 millions A. Sur ce revenu, l'administration forestière prélève 3 000 A/charrette²⁰ et le *fokontany* 500 A/mois. Sur une année, la distribution du revenu généré (108 millions A) revient à 97,35 % aux producteurs (correspondant à 105 millions A soit à peu près 315 000 A/individu²¹ ou 157,5 €/individu), 2,5 % pour l'administration forestière (2,7 millions A/an) et 0,15 % pour le *fokontany* (166 000 A/an).

L'activité est moins fatigante que pour la carbonisation. Elle ne compte pas de collecteur, ce qui limite le nombre d'acteurs et augmente le revenu généré pour les producteurs.

7 – Des filières dégradantes distributrices de revenu

a – Les filières maïs – charbon contribuent à une distribution entre acteurs

Les pratiques de défrichement associées à la production de charbon de bois génèrent un chiffre d'affaires annuel total de 6,768 milliards A, soit 3,384 millions € par an (tabl. 9).

Une dizaine d'organisations bénéficie des revenus générés par les pratiques de défrichement et de production de charbon de bois essentiellement dans les zones d'Ampamata et de Tolikisy. Les répartitions de revenus semblent même équitables puisque les agents économiques qui supportent le plus de risque s'attribuent les plus importants volumes monétaires. Ainsi, les propriétaires - producteurs risquent des sanctions pouvant aller jusqu'à l'emprisonnement ; en courant ce risque ils s'attribuent plus de 43 % du revenu généré par l'activité. Les commerçants - collecteurs quant à eux s'exposent toujours à la possibilité de ne pas pouvoir revendre. En prenant ce risque ils s'adjugent plus de 20 % du chiffre d'affaires. Les agents économiques qui ne courent aucun risque sont les collectivités décentralisées (moins de 0,1 % du chiffre d'affaires) et surtout le service forestier qui, avec 0,1 % prélevé, ne pourrait avoir les capacités ni de supporter d'une façon autonome un système de contrôle ni de contribuer à la régénération de la ressource.

20 La charrette peut contenir 60 grandes tiges de bois ou 100 tiges de dimension moyenne.

21 On compte 330 personnes susceptibles de pratiquer l'activité dans le *fokontany*.

	maïs	charbon	total	%
Total	4 870	1 898	6 768	100,0
Producteurs propriétaires	1 600	1 325	2 925	43,2
Main-d'œuvre	560	—	560	8,3
Transporteurs par charrette	290	—	290	4,3
Sous collecteurs	470	—	470	6,9
Transporteurs (camionneurs)	540	—	540	8,0
Collecteurs commerçants	1 410	—	1 410	20,8
Commerçants en bord de route		561	561	8,3
Commune		3	3	0,05
<i>Fokontany</i>		2	2	0,02
Eaux et Forêts		10	10	0,1

Tableau 9 – Importance de la redistribution des pratiques dans les zones de transfert de gestion en millions d'Ariary

Cette redistribution montre que les actions collectives en faveur de la sauvegarde des ressources forestières doivent non seulement assurer leur efficacité du point de vue de la redistribution mais cette dernière doit être supérieure à celle qui existe déjà.

b – les filières contribuent à générer des flux monétaires à destination des zones de famines

Comme la plus grande partie des défricheurs vient du Sud (Androy, Ampanihy, Betioky, Ejeda) la migration temporaire qu'ils effectuent annuellement permet de générer des flux monétaires de plus 3,4 milliards A (1,7 million €). Cette somme importante, canalisée, contribue ainsi au développement régional de sites assez éloignés de la ressource forestière. L'efficacité de la pratique, même si elle est dégradante, ne réside donc pas seulement dans sa possibilité de générer un revenu redistribué par un mécanisme simple, celui du marché, mais aussi dans sa capacité à fournir une alternative aux problèmes d'une autre région.

Le développement peu poussé des filières bois et bois de chauffe est d'ailleurs à attribuer à leur efficacité limitée pour répondre à la fois à un besoin de redistribution par le marché et à un retour de revenu dans les zones de départ.

Figure 2 – Flux monétaires générés par les pratiques dégradantes vers les zones de départ de migration

8 – Une politique publique coûteuse démunie de pouvoir de redistribution

SAGE (2003) mentionne que le coût moyen du projet de transfert de gestion sans plan parcellaire est de 5 000 US\$ par contrat (soit pour les 251 contrats, 2,51 milliards A ou 941 250 €). Ce coût inclut la sensibilisation, la mise en place des Comités Locaux de Base (CLB), la phase d’approbation du lancement de la négociation, la médiation, l’élaboration des plans d’aménagement et de gestion simplifiés et des plans SFR (Sécurisation Foncière Relative), la contribution à la cérémonie de ritualisation, l’organisation et la mise en œuvre de 3 sessions de Formation CLB et 2 suivis. En situant cette somme dans le contexte des transferts Gelose des sites visités, on constate que :

la valeur du financement mobilisé (2,51 milliards A, soit 1,25 million €) n’atteint que le tiers du chiffre d’affaires des pratiques commerciales dégradantes de la ressource forestière (6,768 milliards A soit 3,384 millions €).

La redistribution monétaire dans l’élaboration des contrats ne concerne que des acteurs étrangers à l’usage de la ressource. À part la cérémonie

de ritualisation, aucune activité prévue dans le transfert ne concerne les communautés de base ou les autres acteurs comme les collecteurs, les commerçants ou les transporteurs.

L'administration forestière et les collectivités décentralisées, pourtant partie prenante du processus, ne sont pas rémunérées²² à la hauteur du travail qu'elles accomplissent.

Non seulement le transfert de gestion est considéré comme une nouvelle organisation purement artificielle en contradiction avec les pratiques d'usage des ressources, sans avoir pour autant de pouvoir économique de redistribution, mais en plus la procédure trop longue de l'étape de sensibilisation jusqu'à la signature du contrat lui enlève d'avance sa capacité à être efficace.

En effet, selon SAGE (2003) l'élaboration du contrat a duré entre 10 et 18 mois pour les 10 premiers contrats, et entre 1,5 et 2 mois à partir des 40 derniers contrats.

*

Une stratégie politique comme la Loi Gelose a pour objectif principal de changer le comportement des agents économiques vis-à-vis de la ressource. En adoptant la démarche de comparer les pouvoirs économiques générés par les pratiques dégradantes avec ceux issus de la Loi Gelose, censés permettre de mieux gérer les ressources, l'étude des filières confirme les hypothèses que :

Les transferts de gestion communautaire ne résistent pas à des transactions d'origine externe sans renforcement du système local d'autonomisation financière. En effet, si la Loi Gelose pouvait permettre de générer des bénéfices autres en restructurant les règles régissant les pratiques anciennes de gestion elle donnerait une alternative aux autochtones mais aussi aux migrants pour changer de comportement. Or ceci n'est pas le cas : les 2,51 milliards A injectés pour la mise en œuvre de la Loi Gelose n'ont ni augmenté les revenus des communautés concernées, ni accru le volume financier utilisable dans la zone.

Faute d'alternatives valables, les contrats de gestion communautaire à vocation de conservation ne sont pas rentables économiquement. En effet, la conservation ne peut même pas être comparée avec les apports monétaires des pratiques du défrichement ou des autres filières puisque ces contrats se basent sur des incitations purement culturelles (les forêts jouent en effet un rôle important dans le culte des ancêtres et justifient les nombreux tabous identifiés au niveau de ces ressources).

²² Le chef cantonnement de Sakaraha a même déclaré qu'il n'a été avisé du processus de transfert de gestion des sites situés dans sa zone qu'au moment de la cérémonie de signature.

Les normes « négociées » sont réinterprétées par les acteurs. L'administration publique, malgré le transfert de gestion, continue à jouer un rôle en légalisant même implicitement les pratiques dégradantes par l'intermédiaire des prélèvements de subside dont on ignore si leurs fondements sont légaux ou non.

En ce qui concerne la dernière hypothèse, les données obtenues ne permettent pas de conclure sur sa véracité. Cependant, compte tenu de l'enjeu monétaire local et de l'enjeu macro-économique des pratiques dégradantes, on peut affirmer que la viabilité du transfert de gestion ne peut dépendre de la présence d'un projet, même d'une façon permanente, qu'à condition que celui-ci puisse développer des incitations économiques autres que les pratiques actuelles.

En fait, la Loi Gelose constitue, comme il a été précisé dans la partie théorique, une stratégie politique visant à fonder un nouveau comportement vis-à-vis des ressources naturelles par un mécanisme de coordination du type procédure en suscitant un accord explicite entre les acteurs à partir de la démarche patrimoniale (Bertrand, 1999). Or, ce concept est incohérent avec lui-même puisque le mécanisme de coordination suppose une rationalité économique des acteurs et donc une recherche de rentabilité que le transfert lui-même ne peut pas apporter. Ce n'est pas la préservation de la ressource qui constitue l'objectif commun des acteurs mais plutôt leur rentabilité respective. La démarche patrimoniale en vue de préserver la ressource est dénuée de sens car finalement aucun acteur ne veut atteindre cet objectif. Il est de ce fait logique que la gestion communautaire actuellement existante ait abouti à des objectifs contraires à celle de la préservation des ressources forestières.

Bibliographie

Bertrand A., 1999 - La gestion contractuelle, pluraliste et subsidiaire des ressources renouvelables à Madagascar (1994-1998). *African Studies Quarterly*, Vol. 3, n° 2.

Boltanski L. et Thévenot L., 1991 - *De la justification : les économies de la grandeur*. Paris : Gallimard, Collection NRF, 483 p.

Carret J.-C. et Loyer D., 2003 - Comment financer durablement le réseau d'aires protégées terrestres à Madagascar ? Apport de l'analyse économique. In : *Workshop « Building comprehensive protected areas systems »*. Washington : Banque Mondiale ; Paris : Agence Française pour le Développement, 12 p.

Centre International de la Recherche Agronomique pour le Développement, Montpellier, 2001 - *Filières agroalimentaires en Afrique : comment rendre le marché plus efficace ?* Montpellier : CIRAD, Série étude 2001, Coopération internationale et développement.

Consortium Resolve – PCP – RD, Antananarivo, 2004. - *Évaluation et perspectives des Transferts de Gestion des Ressources Naturelles dans le cadre du Programme Environnemental 3*. Rapport final Phase 2 : Resolve – PCP – IRD, Analyse qualitative. Antananarivo : Consortium Resolve – PCP – IRD, 129 p.

Duteurtre G., Koussou M.O. et Leteuil H., 2000 - *Une méthode d'analyse des filières : synthèse de l'atelier de formation du 10 au 14 avril 2000. Rapport PRASAC/LRVZ/DPPASA*. Montpellier : CIRAD-EMVT ; Farcha : LRVZ ; N'Djamena : PRASAC, 46 p.

Gereffi G., Humphrey J. et Sturgeon T., 2005 - The governance of global value chains. *Review of International Political Economy*, n° 12, p. 78-104.

Henry C., 1987 - *La nature, l'ingénieur et le contribuable : affrontement ou coexistence*. Paris : Laboratoire d'économétrie, École Polytechnique, multigr.

Madagascar. Ministère de l'Environnement et des Eaux et Forêts, 2007. - *Rapport final sur l'évolution de la couverture forestière naturelle entre 1990-2000-2005*. Antananarivo : Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts, 96 p.

Maison des Paysans (MDP), Antananarivo, 2005. - *Étude de la filière maïs sur le plateau calcaire Mahafaly*. Antananarivo : Maison des Paysans, WWF., 106 p.

Montgolfier J. de et Natali J.M., 1987 - *Le Patrimoine du Futur : des outils pour une gestion patrimoniale*. Paris : Economica, 248 p.

Ollagnon H., 1989 - Une approche patrimoniale de la qualité du milieu naturel. In : Mathieu N. et Jollivet M., eds. - *Du rural à l'environnement, la question de la nature aujourd'hui*. Paris : A.R.F éditions - L'Harmattan.

Potts J., 2006 - *Global Commodity Chain Sustainability Analysis : An analytic framework for assessing ecological impacts of commodity supply chains and appropriate policy responses*. Winnipeg, Genève : Institut International du Développement Durable (IIDD), 6 p.

Raikes P., Friis Jensen M. and Ponte S., 2000. - Global commodity chain analysis and the French *filière* approach: comparison and critique. *Economy and Society*, August, Vol. 29, n°3, p. 390–417.

Ramamonjisoa B.S. et Ramananarivo S., 2001. - *Rapport d'étude de la fiscalité forestière*. Montpellier : SCAC-CIRAD, 108 p.

Ramamonjisoa B.S., 2005a - Espaces forestiers, systèmes de production agricole et dégradation des forêts à Madagascar : l'importance des logiques économiques dans l'aménagement des terroirs. *Terre Malgache*, Antananarivo (ESSAgronomiques), Avril, p. 92-114.

———, 2005b - *La reconstruction du système de régulation de l'usage des ressources forestières à Madagascar : la nécessité d'une éducation économique*. Antananarivo : Mémoire de HDR, ESSAgronomiques. Université d'Antananarivo, 266 p.

Resolve – Centre International de la Recherche Agronomique pour le Développement, Antananarivo, 2007. - *Le transfert de gestion à Madagascar : dix ans d'efforts*. Antananarivo : Tanteza, Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts, Coopération Franco-Malgache, 207 p.

SAGE, 2003. - *Note sur la situation des contrats de transfert de gestion Gelose*. Antananarivo : SAGE, 2 p.

Turner J., 1991 - *The Structure of Sociological Theory*. Belmont, CA : Wadsworth, 354 p.

Verdun O., 2001. - *Le pouvoir* [en ligne]. Singapour : Cours TL. Lycée Français de Singapour. Disponible sur internet à l'adresse : http://members.fortunecity.com/xphilo/cours_2000_2001/pouvoir.htm

Vestals H., Randriarijaona E., Barreteau O. et al., 1998. - Systèmes Multi-Agents et démarche patrimoniale : utilisation de jeux de rôles. In : *Colloque national SMAGET «Modélisation et systèmes multi agents pour la gestion de l'environnement et des territoires» - 5 au 8 octobre 1998, France.*

Weber M. et Bailly D., 1993 - Prévoir c'est gouverner. *Nature, Sciences, Sociétés*, n°1, Janvier.

Résumé

Deux approches théoriques complémentaires ont permis d'analyser l'efficacité de la gestion communautaire des ressources forestières dans le Sud-Ouest malgache (Loi Gelose) : la théorie des institutions évoquant les règles formelles et informelles de gestion des ressources appuyée par la mésoéconomie qui éclaire les stratégies des acteurs tirant profit de chaque catégorie de règle. L'objet est de comparer le pouvoir de ces normes en focalisant l'analyse sur le volume monétaire global et sa redistribution au sein des acteurs.

Le défrichement entretient des filières beaucoup plus lucratives et distributrices de revenu à l'instar des filières maïs et charbon de bois comparées à la gestion communautaire. Il génère un chiffre d'affaires annuel total de 6,768 milliards A (2,5 millions €), une valeur trois fois supérieure à la valeur du financement du transfert de gestion. Si la gestion communautaire n'est dotée que d'un faible pouvoir économique de redistribution, la pratique du défrichement recèle par contre une double efficacité dans sa possibilité de générer un revenu redistribué par le mécanisme du marché et dans sa capacité à fournir une alternative aux problèmes des zones de famine. La viabilité des transferts de gestion ne peut pas être garantie sans renforcement du système local d'autonomisation financière au moyen d'incitations et alternatives économiques.

Mots-clés : Madagascar, Gestion communautaire, Défrichement, filières bois, filières charbon de bois, maïsiculture.

Abstract

An economic valuation of the Communal management forestry

Two complementary theoretical approaches enabled to analyze the efficiency of the communal management of South-Eastern Malagasy forest resources. One of these, the institution theory, deals with formal and informal resource management rules which are supported by the economy. This latter reveals the way officials take advantage of every type of rule. The aim is to compare the power of these standards by focusing the analysis on the overall monetary gain and its redistribution among the officials. The practice of cut and burn brings up much more lucrative value chains such as corn and charcoal speculations, compared to the communal management. Indeed, this process generates an annual total turnover of 6,768 billion Ariary (2,5 million €), which is three times higher than the management transfer's grant. If the communal management has low redistribution economical power, on the other hand, the practice of cut and burn is much more efficient as it enables to generate an income that is redistributed by the way the market works, and provides solutions to the problems of starvation areas. The management transfers viability cannot be guaranteed without improving local community financial independancy by sensitization and also by the suggestion of new economical solutions.

KEYWORDS : *Madagascar, Community Management, slash and burn, Timber chain, charcoal chain, corn production*